



Conseil économique et social

Distr. générale
9 octobre 2024
Français
Original : anglais

Session de 2024

27 juillet 2023-24 juillet 2024

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 34^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 17 juillet 2024, à 10 heures

Présidence : M^{me} Narváez Ojeda (Chili)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes » (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

Débat général (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau sur le thème : « Renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes » (suite) (E/2024/52)

a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social (suite) (A/79/79-E/2024/54)

Débat général (suite)

1. **M^{me} Buenrostro Sánchez** (Mexique), Ministre de l'économie, dit que son pays reste attaché à la vision commune du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2016, le Mexique a été l'un des premiers pays à se soumettre à un examen national volontaire et il présentera son quatrième examen volontaire en 2024. Le Gouvernement mexicain a lancé une campagne de réforme des politiques publiques et élaboré un plan national de développement axé sur l'être humain, qui est conforme au Programme 2030. Soucieux de porter son attention sur les plus vulnérables, il a restructuré le budget national pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté ; ce faisant, il a permis à plus de cinq millions de personnes de sortir de la pauvreté entre 2018 et 2022.

2. La communauté internationale assiste à des glissements vers l'unilatéralisme et l'isolationnisme dans différentes parties du monde, accompagnés d'attitudes préjudiciables qui alimentent les divisions. Il est plus que jamais nécessaire de réaffirmer la valeur du multilatéralisme comme moyen de construire une paix durable. Dans ce contexte, les objectifs de développement durable sont une solution à la division et à la confrontation ; à ce titre, ils doivent être considérés comme un accord collectif visant à promouvoir un programme commun. Ils ne sont pas seulement un engagement en faveur du présent, ils témoignent aussi de l'inaction humaine et de ses conséquences pour l'avenir. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour réaliser ces objectifs, de manière à construire un avenir prospère pour tous.

3. **M. Smyth** (Irlande), Ministre d'État au Département des dépenses publiques, de l'exécution du plan de développement national et de la réforme et au Ministère de l'environnement, du climat et des communications, dit qu'il est impératif de mettre à profit l'élan du Sommet sur les objectifs de développement durable tenu en 2023 pour remettre le

monde sur la voie de la réalisation du Programme 2030. Le forum politique de haut niveau pour le développement durable est une offre un cadre indispensable pour évaluer les progrès, comprendre certains défis et renforcer les liens et l'interdépendance des objectifs. Tout plan visant à atteindre les objectifs doit tenir compte des synergies et des compromis du Programme 2030. Jamais le lien entre paix et progrès dans la réalisation des objectifs n'est apparu de manière aussi évidente, compte tenu des conflits en cours et de leurs terribles conséquences.

4. Le prochain Sommet de l'avenir sera l'occasion de s'appuyer sur les engagements qui ont été pris et de relancer l'action mondiale ambitieuse qui s'impose pour atteindre les objectifs. Il faut redynamiser le système multilatéral pour qu'il puisse tenir les promesses du Programme 2030. Les changements climatiques exigent une action urgente et résolue. Le chemin vers la neutralité climatique aura des effets différents selon les personnes et les principes d'une transition juste seront indispensables pour que l'action climatique soit durable, inclusive et équitable. Pour que personne ne soit laissé de côté dans la mise en œuvre du Programme 2030, les dirigeants mondiaux doivent être à l'écoute de leurs régions, de leurs villes et de leurs jeunes.

5. **M. Feo** (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Ministre de l'enseignement supérieur, dit que malgré les progrès accomplis dans certains secteurs pour réaliser les objectifs de développement durable, la situation reste préoccupante dans son pays. Pour atteindre ces objectifs, la Papouasie-Nouvelle-Guinée doit mieux coordonner ses efforts au niveau national, veiller à ce qu'ils soient plus cohérents et plus pragmatiques, gérer avec prudence ses ressources financières limitées et établir des partenariats de développement qui soutiennent ses priorités nationales. Son gouvernement a donc adopté des mesures législatives, politiques et autres, y compris une feuille de route nationale en matière de développement pour la période 2023-2027 et une vision nationale pour la période allant jusqu'à 2050.

6. En ce qui concerne les objectifs 1 et 2, le Gouvernement papouan-néo-guinéen investit massivement dans le secteur agricole afin de lutter efficacement contre la faim et la pauvreté et de créer des possibilités d'emploi. Pour atteindre l'objectif 13 relatif aux changements climatiques, et malgré ses niveaux d'émissions de carbone négligeables, la Papouasie-Nouvelle-Guinée entend parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. À cet égard, il convient d'améliorer l'accès au financement climatique au moyen d'un processus simplifié et adapté qui réponde aux besoins de développement des pays en situation particulière.

Concernant l'objectif 16, le Gouvernement a pour objectif de renforcer les mesures judiciaires et de gouvernance dans les domaines du droit et de la politique, ainsi que de réformer le système judiciaire, notamment en augmentant le nombre de juges à la Cour nationale de justice et à la Cour suprême. Il a également reconnu le rôle important du Bureau du médiateur pour promouvoir la responsabilité effective des titulaires d'une charge publique.

7. **M^{me} Stoeva** (Bulgarie), Représentante permanente de la Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que l'éradication de la pauvreté demeure un objectif difficile à atteindre et qui demande des solutions innovantes, une mobilisation accrue des ressources nationales, une coopération internationale efficace, de nouvelles sources de financement, des mesures pour combattre l'exclusion sociale et une approche du processus d'élaboration des politiques fondée sur les droits humains. Les enfants, qui sont les plus exposés au risque de pauvreté et d'exclusion, sont une priorité pour la Bulgarie. Le Gouvernement a donc adopté des mesures globales et des politiques sectorielles pour investir dans le capital humain et tient compte de la diversité démographique pour accroître la résilience dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la protection sociale et des soins de santé, ainsi que dans d'autres domaines.

8. Lutter contre le problème de la faim persistante exige une réponse globale à l'insécurité alimentaire, une réponse fondée sur des investissements dans des systèmes alimentaires résilients et sur un meilleur accès des producteurs aux marchés mondiaux. Il est impératif de promouvoir l'action climatique et la Bulgarie participe activement aux efforts concertés visant à atténuer les changements climatiques et à s'adapter à leurs effets. Comme d'autres États membres de l'Union européenne, son pays est en passe de parvenir à la neutralité climatique. Promouvoir la paix, la justice et des institutions fortes est essentiel à la mise en œuvre du Programme 2030. Dans cette optique, il est devenu nécessaire de garantir un plus grand respect des droits humains, de s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre, de lutter contre la corruption et de s'assurer que les technologies nouvelles et émergentes ne créent pas de nouvelles formes d'inégalités. Le cadre le plus efficace pour atteindre ces objectifs communs passera par une coopération multilatérale, des partenariats mondiaux et la mobilisation de toutes les parties prenantes.

9. **M. Massaquoi** (Libéria), Directeur exécutif du Bureau chargé d'établir la Cour des crimes de guerre et des crimes et délits économiques au Libéria, dit que son pays a joué un rôle déterminant dans l'élaboration et

l'adoption des objectifs de développement durable et qu'il est très attaché à leur réalisation. Le Libéria accueille favorablement l'idée de renforcer le Programme 2030 pour éliminer la pauvreté en ces temps de crises multiples, dans le cadre d'une mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes. Les cibles de l'objectif 16 concernent tout particulièrement les sociétés qui sortent d'un conflit, comme le Libéria qui, après deux guerres civiles meurtrières, veut tourner la page et rendre justice aux victimes de mauvais traitements et faire en sorte que les auteurs de crimes de guerre répondent de leurs actes. Le Gouvernement libérien a pris des mesures audacieuses pour mettre fin à la culture de l'impunité et faire respecter le principe de responsabilité, conformément aux exigences de la population.

10. **M. Šimonović** (Croatie), Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que des progrès transformateurs doivent être accomplis beaucoup plus rapidement et à bien plus grande échelle, alors qu'il ne reste que six ans pour atteindre les objectifs de développement durable, sous peine de laisser aux générations futures un monde en pire état. Lors du Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, les dirigeants mondiaux ont réaffirmé leur engagement en faveur du Programme 2030. Il relève de la responsabilité collective de prévenir les conflits, de respecter et de réaliser les droits humains, de prendre en compte les questions de genre, de donner aux jeunes les moyens d'agir, de stimuler la croissance économique, de réaliser l'inclusion sociale et de préserver l'environnement en établissant un pacte solide, fondé sur la confiance mutuelle et sur le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le prochain Sommet de l'avenir et le document final intitulé « Un pacte pour l'avenir » offriront l'occasion de convenir des actions nécessaires pour créer un monde plus pacifique, plus inclusif et respectueux de l'environnement, régi par le multilatéralisme et l'état de droit. La Croatie continuera à renforcer sa coopération avec d'autres pays, à encourager les projets conjoints, à mettre en commun les bonnes pratiques et à échanger ses expériences avec tous les acteurs du développement durable aux niveaux national, régional et mondial.

11. **M. Aldahhak** (République arabe syrienne), Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que, malgré les difficultés majeures auxquelles il est confronté, son pays a présenté récemment son deuxième examen national volontaire. En 2020, la République arabe syrienne a élaboré une stratégie nationale de développement pour la période allant jusqu'à 2030 qui a permis au pays de faire siens les objectifs de

développement durable, en partenariat avec des organisations locales de la société civile et des programmes et organismes des Nations Unies. La République arabe syrienne a fait des progrès constants dans le domaine du développement durable jusqu'en 2011, mais elle peine aujourd'hui à se remettre sur les rails alors qu'elle s'efforce de reconstruire le pays. À cet égard, le pays de l'orateur se heurte à plusieurs obstacles majeurs, résultats du pillage de ses ressources nationales, de l'occupation israélienne du Golan et des mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne. Aussi, la République arabe syrienne étant privée de l'aide publique au développement (APD), elle manque de moyens financiers pour mettre en œuvre des projets de développement.

12. Néanmoins, son gouvernement reste déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 et espère obtenir l'aide de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment sous la forme de transferts de technologie. La communauté internationale devrait promouvoir les principes de la Charte des Nations Unies, lesquels sont incompatibles avec les politiques d'isolement et de blocage exercées à l'encontre de son pays.

13. **M^{me} Chan Valverde** (Costa Rica), Représentante permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays a relancé son pacte national pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et qu'il a récemment présenté son troisième rapport national volontaire. Comparé à d'autres pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Costa Rica a fait des progrès notables à cet égard. Pour que le Programme 2030 demeure une feuille de route viable vers la transformation, le Costa Rica a besoin d'investissements publics et privés à long terme et d'une approche stratégique multidisciplinaire. Le prochain Sommet de l'avenir sera l'occasion pour les États Membres de dresser un bilan de leurs réalisations et leurs défis. L'un de ces défis mérite d'être souligné : l'architecture financière mondiale doit prendre en compte les besoins des pays à revenu faible et intermédiaire, afin de garantir leur inclusion et leur viabilité économique.

14. Les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Aucun État ne pourra à lui seul régler la crise climatique, réussir la transition énergétique à faible coût ou garantir la paix et la sécurité internationales. Les priorités, l'action commune et la coopération doivent être réorientées pour relever les défis mondiaux et construire un avenir durable et pacifique pour tous. Le Sommet de l'avenir devrait être une source d'inspiration engager une action collective et prendre un véritable engagement en faveur du développement durable.

15. **M^{me} Šebenik** (Slovénie), Ministre plénipotentiaire, Mission permanente de la Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que la réalisation des objectifs de développement durable est intrinsèquement liée à la paix, à la sécurité et aux droits humains. La réalisation de la parité femmes-hommes passe d'abord par l'Organisation des Nations Unies et la représentation des femmes au sein de ses instances dirigeantes. De même, la prévention des conflits, la consolidation de la paix et l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix sont plus importantes que jamais. En tant que membre du Conseil de sécurité, la Slovénie est particulièrement sensible à ces questions interdépendantes dans le cadre de l'examen des situations inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Elle condamne toutes les formes d'agression et demeure attachée à un système multilatéral fondé sur le droit, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains.

16. Au Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, les instances dirigeantes mondiales ont appelé à un nouvel élan et à une accélération des actions visant à atteindre ces objectifs. Ils ont également insisté sur la nécessité de combler le déficit de financement du développement. Le prochain Sommet de l'avenir sera l'occasion de s'attaquer aux problèmes interdépendants observés actuellement, en vue de renforcer les partenariats mondiaux et de redynamiser le multilatéralisme.

17. **M^{me} Frazier** (Malte), Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que la triple crise planétaire – les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité –, exacerbée par l'instabilité et les conflits, a retardé, voire, dans certains cas, anéanti, les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Aussi est-il primordial de maintenir le dialogue entre les gouvernements et de garantir la participation de toutes les parties prenantes. Malte est pleinement engagée en faveur de la réalisation du Programme 2030 et à ce titre, elle a adopté des mesures de gouvernance et des mesures législatives, ainsi qu'une stratégie de développement durable pour la période allant jusqu'en 2050. Dans la perspective de la présentation de son deuxième examen national volontaire en 2025, son gouvernement a entrepris un vaste processus d'engagement transparent et participatif avec les parties prenantes.

18. En tant que pays insulaire, Malte est déterminée à passer à une économie décarbonée et à renforcer la résilience climatique, et a lancé plusieurs initiatives à cette fin. Elle travaille en partenariat avec des petits États insulaires en développement pour renforcer leurs

capacités et leur fournir une expertise technique. Malte se félicite de l'accord historique sur la création d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour ces États et a présenté un indice de vulnérabilité et de résilience climatique lors de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.

19. **M. Hilale** (Maroc), Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays a accompli des progrès notables dans la réalisation des objectifs de développement durable, et ce, dans un contexte international inédit, grâce à sa forte volonté et à ses politiques proactives en matière de développement durable. En 2020, avant le début de la pandémie de COVID-19, le Maroc avait éradiqué la faim, réduit drastiquement l'insécurité alimentaire et amélioré l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans. Ces progrès ont été anéantis par les effets combinés de la pandémie et des sécheresses successives. Pour renforcer la résilience face à ces crises, le Gouvernement a pris des mesures pour subventionner des produits alimentaires de base, lutter contre les effets de la sécheresse et fournir des aides directes aux ménages à faible revenu.

20. En ce qui concerne les changements climatiques, la contribution déterminée au niveau national du Maroc, telle qu'actualisée, vise à réduire les gaz à effet de serre de 45 % environ d'ici à 2030, ce qui exigera des financements importants. S'agissant de la consolidation de l'état de droit et de la démocratie, le Maroc a mis en place plusieurs stratégies pour renforcer l'indépendance et la transparence de son système judiciaire. Le Gouvernement a aussi adopté des politiques publiques intégrées pour protéger les droits des enfants et des personnes handicapées. Le Maroc adhère à la coopération Nord-Sud, à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, fondées sur la solidarité, le partage et des partenariats mutuellement bénéfiques.

21. **M. Gala López** (Cuba), Représentant permanent adjoint de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les débats portent sur le prochain Sommet de l'avenir, mais que sa délégation ne peut pas parler d'avenir tant que le peuple palestinien est privé, de façon systématique et sans discernement, de son droit d'exister et de son droit aux ressources naturelles dans les territoires actuellement occupés par Israël. De surcroît, comment se projeter sans reconnaître que les progrès sont limités et que, bien souvent, les efforts internationaux visant à mettre en œuvre le Programme 2030 régressent.

22. La mise en œuvre du Programme 2030 ne saurait être véritablement bénéfique sans l'instauration d'un nouvel ordre mondial équitable et inclusif qui permette

de combler les écarts entre le Nord et le Sud et de traiter de manière préférentielle et différenciée les pays en développement. Il est grand temps de réformer l'architecture financière internationale, de manière globale et en profondeur. Le blocus économique, financier et commercial imposé à Cuba par les États-Unis demeure le principal obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable. Les restrictions infligées dans le cadre du blocus sont arbitraires et injustifiables et ont des répercussions financières sur le pays. Les mesures coercitives unilatérales continuent d'empêcher de plus en plus de pays en développement de progresser sur la voie du développement durable. Toutefois, Cuba reste déterminé à mettre en œuvre le Programme 2030 et à coopérer avec ses partenaires internationaux dans ce cadre.

23. **M. Tun** (Myanmar), Représentant permanent du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les pays développés et les pays en développement ne sont pas à égalité en ce qui concerne la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable. Le Myanmar accuse un retard important, à cause de la tentative de coup d'État militaire qui a fait des milliers de morts et des millions de personnes ayant besoin de l'aide humanitaire. En plus de plonger une partie importante de la population dans la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la junte militaire a complètement démantelé l'état de droit et fait du pays un sanctuaire pour la criminalité organisée transnationale. La réalisation des objectifs passe par l'instauration d'une paix durable et la prévention des conflits violents. Mettre fin à la dictature militaire et bâtir une union démocratique fédérale est le seul moyen de créer les conditions nécessaires à l'instauration de la paix et à la mise en place d'institutions inclusives et responsables au Myanmar, en vue de mettre en œuvre le Programme 2030. La communauté internationale devrait se mobiliser pour mettre en place des actions, une coordination et un soutien efficaces pour ne pas laisser le peuple du Myanmar de côté.

24. **M. Mohamed Laghdaf** (Mauritanie), Représentant permanent de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son gouvernement travaille d'arrache-pied pour éradiquer l'extrême pauvreté et garantir l'accès aux services essentiels, grâce à un modèle de gouvernance efficace. Pour lutter contre le chômage et l'éliminer, son gouvernement a mis en place des filets de protection sociale efficaces et propose des formations professionnelles pour améliorer l'employabilité des jeunes. La stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée a été alignée sur les objectifs de développement durable et le Programme 2030. Des ateliers nationaux ont été organisés au lendemain du

Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, afin de soutenir la réalisation des objectifs.

25. En Mauritanie, la mortalité infanto-juvénile et la mortalité maternelle ont reculé entre 2015 et 2020, les dépenses sociales ont été multipliées par quatre entre 2017 et 2021, les taux d'accès à l'eau potable et à l'électricité ont augmenté en 2023 et la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique a atteint 43 % en 2022. Compte tenu des réserves de gaz naturel et du développement soutenu de l'hydrogène vert en Mauritanie, le Gouvernement a entrepris d'éliminer progressivement les combustibles fossiles et entend réduire les émissions de gaz à effet de serre de 11 % d'ici à 2030. En 2022, le Gouvernement de l'orateur a adopté une stratégie de lutte contre la corruption.

26. **M^{me} Narváez Ojeda** (Chili), Représentante permanente du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que l'alignement des politiques publiques chiliennes sur les objectifs de développement durable montre que son gouvernement adhère fermement au Programme 2030. Le Chili a signé un Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2026 avec pour objectif de garantir le strict respect des droits humains, de renforcer la démocratie et la cohésion sociale, de promouvoir une prospérité équitable face à la crise planétaire et de progresser sur la voie de l'égalité femmes-hommes. L'égalité et l'autonomisation des femmes et des filles étant des conditions fondamentales du développement durable et de la paix, le Gouvernement chilien s'efforce d'intégrer une perspective de genre dans tous les aspects de son action.

27. Pour le Chili, comme pour beaucoup de pays à revenu intermédiaire, la voie du développement durable est semée d'embûches. Si les banques multilatérales de développement peuvent jouer un rôle clé pour les supprimer, les critères de financement doivent tenir compte des besoins multidimensionnels des pays, sans se limiter au revenu par habitant. Un système multilatéral efficace et une collaboration stratégique sont plus que jamais nécessaires pour mobiliser les ressources, mettre en commun les connaissances et les technologies et promouvoir les innovations afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire.

28. **M. Pary Rodríguez** (État plurinational de Bolivie), Représentant permanent de l'État plurinational de Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les crises multiples auxquelles le monde est confronté, conjuguées aux guerres et aux différends géopolitiques, ont exacerbé les vulnérabilités existantes et freiné la croissance économique dans de nombreux pays, en particulier ceux en développement. Les

catastrophes climatiques menacent sérieusement la survie de l'humanité, creusent les inégalités et poussent les pays les plus vulnérables à s'endetter. Pour autant, le Programme 2030 doit rester la priorité de l'Organisation des Nations Unies. Aucune nouvelle initiative ne devrait remplacer les objectifs de développement durable, mais au contraire les compléter et accélérer leur réalisation. Lors du Sommet de l'avenir, les États devraient réaffirmer leurs engagements en faveur du développement durable, recentrer leurs efforts et rétablir la confiance mutuelle, en tenant compte de leurs différents besoins. Pour passer de la parole aux actes, ils devraient réformer d'urgence le système financier international et respecter leurs engagements en matière de développement et de financement de la lutte contre les changements climatiques.

29. **M. Caccia** (Observateur du Saint-Siège) dit que, pour les États, le prochain Sommet de l'avenir sera l'occasion de réfléchir aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et de réajuster leur action pour tenir compte des nouveaux défis à relever. La question de savoir comment parvenir à un développement humain intégral pour tous devrait être au centre des préoccupations. Des efforts concertés, une coopération internationale renforcée, un multilatéralisme redynamisé et des partenariats efficaces qui transcendent les frontières et les idéologies sont nécessaires pour relever les défis que sont la pauvreté, la faim, les changements climatiques et les conflits. Lors du Sommet, les États ne devraient pas tant chercher à remanier le Programme 2030 qu'à le réaffirmer en tant que cadre directeur de leur engagement commun en faveur des populations, de la planète, de la prospérité, de la paix et des partenariats.

30. **M. Alqudah** (Jordanie), Premier secrétaire, Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les conflits dans la région et l'afflux de réfugiés qui s'en est suivi ont porté la population de la Jordanie à 11,6 millions d'habitants, dont un tiers de personnes réfugiées. Ces contraintes sont aggravées par la crise de la chaîne d'approvisionnement mondiale et la crise alimentaire, la baisse des investissements étrangers et des échanges commerciaux, les coûts élevés de l'énergie et du transport, l'inflation mondiale et la crise de la dette qui freine le développement de la Jordanie.

31. Malgré tout, la Jordanie a progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable, en ce qu'elle a fait de l'éradication de la pauvreté une priorité nationale, mis en place des formations et une éducation pour les jeunes, et élargi la couverture de l'assurance-maladie et de la protection sociale des travailleurs et des travailleuses et de leurs familles. Le

Gouvernement a en outre lancé un programme de transferts monétaires pour les ménages pauvres, qui a contribué à étoffer les filets de protection sociale et à en accroître l'efficacité, ainsi qu'à faire reculer la pauvreté.

32. En vue d'éradiquer la faim, le Gouvernement de l'orateur a adopté des plans nationaux et des stratégies nationales visant à promouvoir l'agriculture et la sécurité alimentaire. Il entend faire de la Jordanie un centre régional de la sécurité alimentaire en augmentant la capacité des silos à grains, en diversifiant les chaînes d'approvisionnement alimentaire et en créant une banque nationale de semences. Grâce à ces mesures, la Jordanie a progressé dans le classement de l'Indice mondial de la sécurité alimentaire, passant de la 61^e place en 2021 à la 47^e place en 2023.

33. Le Gouvernement jordanien s'efforce d'intégrer les enjeux climatiques dans ses politiques et plans nationaux en vue de promouvoir l'adaptation au climat et de renforcer la résilience. Dans la région, la Jordanie est devenue le chef de file de la transition vers des sources d'énergie alternative. Elle cultive des plantes résistantes à la sécheresse et à la chaleur et a élaboré des stratégies pour réduire ses émissions de GES.

34. **M. Babo Soares** (Timor-Leste), Représentant permanent du Timor-Leste auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que le double choc du cyclone tropical Seroja et de la pandémie de COVID-19 a compromis les efforts déployés par son pays pour réaliser les objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2 et a ralenti son développement socioéconomique. La productivité agricole continue d'être affectée par les effets irréversibles des changements climatiques au Timor-Leste, entraînant insécurité alimentaire et pauvreté, déplacement des populations et exacerbation de la pauvreté et de la faim.

35. Au cours de la période 2017-2021, son gouvernement a adopté un ensemble de mesures de relance budgétaire pour soutenir l'emploi et les revenus. Malgré cela, plus de 20 % des personnes âgées de 15 ans ou plus vivaient avec moins de 1,90 dollar par jour en 2021. Par ailleurs, la prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation reste élevée au Timor-Leste par rapport au reste de la région Asie-Pacifique. Pour remédier à ces problèmes, le Gouvernement de l'orateur a lancé un plan d'action national en faveur de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

36. Des ressources nationales et internationales doivent être mobilisées pour financer le développement durable dans cette phase de construction de l'État au Timor-Leste. Ses recettes publiques étant limitées et l'aide internationale au développement en baisse, le

Timor-Leste a besoin de nouvelles formes de financement, de technologie, de coopération Sud-Sud et d'appui technique.

37. **M. Kridelka** (Belgique), Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les États doivent maintenir leur engagement envers le Programme 2030 face à la triple crise planétaire. La prolifération des conflits et des fragilités ainsi que la régression de l'état de droit et de la démocratie dans le monde suscitent de vives inquiétudes. Sa délégation est résolue à protéger et à promouvoir un multilatéralisme fondé sur des règles, avec une ONU forte en son centre, ainsi que des normes et des règles internationales conformes à la Charte des Nations Unies.

38. Des partenariats durables et mutuellement bénéfiques à long terme sont nécessaires pour instaurer la confiance. Lorsqu'elle présidait le Conseil de l'Union européenne, la Belgique s'est efforcée de faire progresser le partenariat entre l'Union européenne et l'Union africaine dans le domaine de la santé mondiale.

39. La promotion d'emplois décents, de moyens de subsistance, de l'égalité et de l'inclusion sociale, susceptibles de contribuer à l'éradication de la pauvreté, permettra d'accélérer la transition verte et juste. La transition vers un développement climatiquement neutre, résilient et respectueux de la nature, doit être équitable et inclusive.

40. **M. de Rivière** (France), Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit qu'il est plus important que jamais, face aux crises concomitantes et à la multiplication des conflits dans le monde, de condamner toutes les formes d'agression et de réaffirmer qu'il est urgent de faire respecter le droit international. La communauté internationale doit continuer d'être guidée par le Programme 2030, un cadre universel fondé sur le multilatéralisme, les principes de la Charte des Nations Unies et le respect de l'état de droit. Le Sommet de l'avenir permettra aux gouvernements de relever les défis de taille que sont la réforme de l'architecture financière internationale, la gouvernance numérique et la revitalisation du système multilatéral.

41. La réalisation des objectifs de développement durable partout dans le monde repose sur la solidarité et l'investissement dans les biens publics mondiaux. La France refuse l'idée d'un monde à deux vitesses où les pays confrontés aux défis et aux vulnérabilités les plus lourds n'auraient pas les moyens de les relever. C'est pourquoi, en 2023, la France a lancé le Pacte de Paris pour les peuples et la planète, qui réunit 57 partenaires du Nord et du Sud autour d'un double objectif –

préservier la planète et lutter contre la pauvreté. Le Pacte a permis de progresser en matière de renforcement de la gouvernance économique internationale et de promotion du financement des objectifs.

42. **M^{me} Bryant** (Australie), Représentante permanente adjointe de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays est favorable à une participation accrue de la société civile au processus d'examen national volontaire. Ces examens sont d'autant plus puissants que tous les organismes compétents des Nations Unies, les organisations de la société civile, les organisations du secteur privé et les banques multilatérales de développement ont la possibilité d'y participer pleinement et efficacement.

43. La déclaration ministérielle qui sera adoptée à l'issue du Forum ne reconnaît pas suffisamment le caractère fondamental de l'égalité des genres pour respecter l'engagement pris dans le cadre du Programme 2030 de ne laisser personne de côté. Il manque un texte important sur les moyens de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius et sur la transition des combustibles fossiles, ce qui est d'autant plus décevant que l'objectif 13 est en cours d'examen.

44. Pour les États, le Sommet de l'avenir sera une occasion qui ne se présente qu'une fois par génération de s'engager en faveur d'une véritable réforme du système des Nations Unies et d'améliorer l'efficacité et la viabilité du plus grand mécanisme d'aide au développement au monde. L'Australie est favorable à la réforme des banques multilatérales de développement et a demandé que les prêts soient élargis aux pays les plus vulnérables.

45. Depuis plus de 30 ans, les petits États insulaires en développement réclament une meilleure compréhension de la vulnérabilité. L'indice de vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement constitue une première étape importante dans ce processus.

46. **M. Fepuleai** (Nouvelle-Zélande), Représentant permanent adjoint de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que, dans le cadre des mesures prises pour atteindre l'objectif de développement durable n° 1, son gouvernement fait des ajustements fiscaux pour augmenter directement les revenus, de manière à ce que les ménages aient plus d'argent pour satisfaire leurs besoins essentiels, à savoir se nourrir et se loger. En ce qui concerne l'objectif 2, le Gouvernement continue à fournir un financement souple et pluriannuel aux entités des Nations Unies et à d'autres partenaires de développement qui luttent contre l'insécurité alimentaire au niveau mondial.

47. Conformément à l'objectif 13, le Gouvernement néo-zélandais est résolu à limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius et à lutter contre la crise climatique en soutenant l'adaptation et la résilience. Ses programmes de financement flexibles lui permettent de fournir des ressources financières non affectées aux gouvernements partenaires du Pacifique pour qu'ils puissent financer leurs propres priorités en matière de climat.

48. En ce qui concerne l'objectif 16, la Nouvelle-Zélande est très bien classée selon les Indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale. Conformément à l'objectif 17, elle a adopté une approche de l'aide au développement gérée par les partenaires.

49. L'objectif 5 relatif à l'égalité des genres renvoie à tous les objectifs ; aucun ne pourra être atteint si la moitié de la population est laissée de côté. La délégation néo-zélandaise continuera de demander des résultats solides et équitables en matière d'égalité des genres.

50. **M. Vinhas** (Portugal), Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit qu'à six ans de l'échéance de la réalisation des objectifs de développement durable, une volonté politique, une solidarité mondiale et une aide financière renouvelées sont nécessaires. La déclaration politique du Sommet des objectifs de développement durable est un pas dans la bonne direction, le document final intitulé « Pacte pour l'avenir », qui sera adopté à l'issue du Sommet de l'avenir, devrait en être un autre et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement devrait marquer un tournant.

51. Les résultats du deuxième examen volontaire national présenté par le Portugal en 2023 sont encourageants, des progrès ayant été accomplis dans la réalisation de 61 % des objectifs du Programme 2030. Deux villes portugaises ont également présenté leur examen local volontaire en 2023. Le Gouvernement a établi une feuille de route nationale pour le développement durable en vue de renforcer la coordination des efforts déployés pour adapter les objectifs de développement durable aux contextes locaux.

52. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement portugais a élaboré des programmes de renforcement des capacités en matière de gouvernance durable de l'océan et d'économie bleue, ainsi qu'en matière d'innovation et de transformation numériques. Ces deux programmes visent à soutenir la réalisation des objectifs dans les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays en développement

enclavés. Le soutien du Portugal à l'alliance mondiale contre la pauvreté et la faim proposée au G20 par le Brésil et à la conversion de dettes en mesures en faveur du climat atteste de son engagement en faveur de partenariats innovants et multipartites.

53. **M. Stamatekos** (Grèce), Représentant permanent adjoint de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que l'attachement de son pays au développement durable dans les secteurs économique, environnemental et social se reflète dans ses examens nationaux volontaires de 2018 et de 2022. S'agissant de l'objectif de développement durable n° 13, son gouvernement a montré sa détermination à opérer une transformation verte et numérique en lançant l'initiative « GR-eco Islands », qui vise à promouvoir en priorité les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, une gestion durable des déchets et de l'eau, la réduction de la pollution, l'électrification des transports, ainsi qu'une agriculture et un tourisme durables.

54. La réalisation des objectifs requiert une approche intégrée qui mobilise l'ensemble des pouvoirs publics et de la société. Cependant, le développement durable manque cruellement de financement et, bien qu'elle atteigne des sommets, l'aide publique au développement reste insuffisante. Tous les acteurs, y compris le secteur privé, doivent être mobilisés pour rechercher de nouveaux modes de financement. Il est urgent de réformer l'architecture financière mondiale pour faciliter l'accès des pays en développement aux financements. Les crises récentes ont rappelé qu'un multilatéralisme efficace, ancré dans le système des Nations Unies et renforcé par le respect de l'état de droit, des droits humains et du droit international, est nécessaire. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion pour les États Membres de choisir la voie de la paix et de la stabilité et de réorienter les politiques et l'économie mondiale vers le développement durable.

55. **M. Chala** (Éthiopie), Représentant permanent adjoint de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son gouvernement a intégré la mise en œuvre du Programme 2030 dans ses plans nationaux de développement, l'objectif premier étant d'améliorer les moyens de subsistance des personnes qui vivent dans les zones rurales. Son gouvernement a également adopté des politiques globales dans des secteurs essentiels pour éliminer la pauvreté, à savoir une énergie propre, renouvelable et abordable, l'éducation, la santé, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles.

56. L'Éthiopie est déterminée à exploiter au mieux ses ressources naturelles dans le cadre de ses efforts inlassables pour lutter contre la pauvreté et est convaincue qu'il faut utiliser de manière durable les

ressources partagées, conformément aux principes internationalement acceptés d'une utilisation juste, équitable et rationnelle, fondée sur la collaboration. L'Éthiopie produit la quasi-totalité de son électricité à partir de sources renouvelables, principalement l'hydroélectricité, et partage cette ressource énergétique avec ses voisins. Le Gouvernement entend exploiter ses ressources en énergie renouvelable pour fournir de l'électricité aux 60 % de la population éthiopienne qui n'y ont toujours pas accès.

57. Le Gouvernement éthiopien affecte tous les ans 25 % en moyenne du budget national au secteur de l'éducation et a augmenté les investissements dans l'enseignement primaire et les programmes de repas scolaires. Pour protéger les populations vulnérables dans les zones rurales et urbaines, il met en œuvre des programmes de protection sociale et des mesures d'aide d'urgence. Dans le cadre de son action climatique, il a planté plusieurs milliards d'arbres et œuvre pour le développement agricole et la sécurité alimentaire. Sa stratégie agricole a permis au pays de ne plus importer de blé.

58. **M^{me} Hachem** (Liban), Représentante permanente adjointe du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays traverse une crise économique et humanitaire multidimensionnelle qui compromet son développement durable. Le Liban accueille plus de 1,5 million de Syriennes et de Syriens déplacés. Les attaques lancées par Israël depuis le 8 octobre 2023 ont affecté des secteurs économiques stratégiques. L'utilisation de phosphore blanc contre son pays, en violation du droit international humanitaire, a causé des catastrophes sanitaires, environnementales et agricoles, compromettant ainsi la réalisation des objectifs de développement durable.

59. Malgré ces énormes défis, le Liban réaffirme son engagement à réaliser le Programme 2030. Le Gouvernement a mis en œuvre des programmes pour aider les ménages libanais les plus pauvres et les plus vulnérables. Grâce aux progrès notables accomplis concernant l'intégration des considérations liées aux changements climatiques dans ses politiques et ses stratégies, le Liban est en bonne voie pour atteindre l'objectif 2. L'éducation aux changements climatiques fait désormais partie du programme national de l'enseignement général préuniversitaire. La contribution des Libanaises aux activités de lutte contre les changements climatiques et de protection des femmes et des filles dans les situations d'urgence, les guerres et les catastrophes naturelles a été renforcée grâce à la stratégie nationale en faveur des femmes.

60. Conscient qu'il est important de reconstruire les institutions publiques, le Gouvernement libanais a

adopté une loi sur la lutte contre la corruption dans le secteur public. Il s'attache aussi à élaborer des données et des systèmes statistiques nationaux grâce à des partenariats mondiaux. Plusieurs fonds d'investissement et initiatives nationales ont été établis pour encourager les start-ups technologiques innovantes.

61. **M. Niang** (Sénégal), Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que, si les tendances actuelles se poursuivent, 575 millions de personnes vivront encore dans une situation d'extrême pauvreté en 2030. L'Afrique subsaharienne concentre actuellement 60 % de l'extrême pauvreté mondiale – contre 13 % en 1990 – et 20 % de la population africaine souffre de la faim. Il est de la responsabilité collective des États de prendre des mesures audacieuses, mais justes pour respecter les engagements qu'ils ont pris lors du Sommet sur les objectifs de développement durable et dans le cadre de diverses plateformes sur le climat et le financement du développement.

62. Malgré ses ressources limitées, le Sénégal est déterminé à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Son gouvernement a lancé un programme national de transferts monétaires pour secourir près de 400 000 ménages, protéger les groupes vulnérables et combattre l'extrême pauvreté. Conformément à sa stratégie de souveraineté alimentaire pour la période 2024-2029, le Gouvernement sénégalais consacrera 8 milliards de dollars à la stimulation de la production agricole et horticole en vue de réduire les importations. Le Sénégal sera en mesure de produire 40 % de son électricité à partir d'énergies propres d'ici à 2030, grâce au Partenariat pour une transition énergétique juste qu'il a rejoint en 2023.

63. Il est urgent de trouver des solutions durables aux problèmes de la dette et de l'accès au crédit. Il n'est pas acceptable qu'un grand nombre de pays en développement, notamment africains, se voient imposer des taux d'intérêt jusqu'à huit fois supérieurs à ceux appliqués aux pays développés. Cet écart freine la réalisation des objectifs et doit être corrigé grâce à des efforts communs.

64. **M. Scappini Ricciardi** (Paraguay), Représentant permanent du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays consent de gros efforts pour réaliser les objectifs de développement durable. Le niveau de pauvreté national a reculé de 2,9 % en 2023. Le Gouvernement a adopté une loi sur l'éradication de la faim à l'école et dans le système éducatif. Il prend également des mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers et s'efforce de

renforcer les institutions étatiques. Des efforts sont en outre déployés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale pour promouvoir le rôle des femmes et la participation et le leadership des jeunes.

65. Néanmoins, les pays en développement ont besoin de toute urgence d'un appui, de ressources financières et d'une marge de manœuvre budgétaire accrues pour pouvoir réaliser des progrès significatifs ; pour cela, une réforme de l'architecture financière internationale, un financement accru des investissements destinés à la réalisation des objectifs, la fourniture d'un soutien technique et de nouveaux partenariats seront nécessaires. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion pour la communauté internationale de prendre des mesures spécifiques pour permettre aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et ceux en situation particulière, d'atteindre le niveau de développement durable le plus élevé possible d'ici à 2030.

66. **M. Akram** (Pakistan), Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays, comme d'autres pays en développement, rencontre de nombreuses difficultés dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Les efforts déployés pour relever le pays après la pandémie de COVID-19 ont été ralentis par la triple crise alimentaire, énergétique et financière, que les inondations dévastatrices de 2022 n'ont fait qu'aggraver. Néanmoins, son gouvernement demeure déterminé à accélérer la réalisation des objectifs, raison pour laquelle il a intégré le Programme 2030 dans ses politiques et plans de développement nationaux.

67. Fidèle au principe qui veut que les plus défavorisés soient aidés en premier, son gouvernement met en œuvre un programme de développement pour sortir de la pauvreté les 20 districts les plus pauvres du pays. Pour lutter contre les changements climatiques, 25 projets ont été mis en œuvre pour restaurer la santé écologique du bassin de l'Indus et le Gouvernement s'est engagé à ce que le pays produise 60 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2030. Le Pakistan a pris des mesures importantes pour renforcer sa capacité d'alerte précoce, notamment en actualisant le plan national de protection contre les crues.

68. Le déficit de financement des objectifs de développement durable s'élève à plus de 4 000 milliards de dollars. Les besoins d'adaptation des pays en développement sont estimés entre 215 et 387 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. Ces pays doivent pouvoir bénéficier d'un financement plus important et d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire. Les

engagements d'APD doivent être revus à la hausse et respectés. L'architecture financière internationale doit être réformée de manière à la rendre plus équitable et mieux adaptée aux besoins du Sud. La fracture numérique entre le Nord et le Sud doit être comblée pour que les pays en développement bénéficient d'un accès équitable aux technologies nouvelles et émergentes.

69. **M. Mohamed** (Maldives), Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement adopté moins de deux mois auparavant doit être intégré dans les Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, les descriptifs de programme de pays et les analyses communes de pays pour garantir une mise en œuvre rapide de ce Programme. Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable devrait actualiser les lignes directrices pertinentes afin que ces documents soient actualisés en temps utile. Le Programme d'Antigua-et-Barbuda doit également être inclus dans les plans de développement nationaux. Le système des Nations Unies dans son ensemble devrait collaborer avec les petits États insulaires en développement pour mettre en œuvre le Programme. Malgré les promesses qui ont été faites de faciliter l'accès des petits États insulaires en développement au financement de l'adaptation au climat, ces États n'ont reçu qu'un % environ du financement mondial de la lutte contre les changements climatiques entre 2003 et 2021. Les déclarations de soutien doivent se traduire par des actions concrètes.

70. Pendant le forum politique de haut niveau de 2024, la seule réunion consacrée aux petits États insulaires en développement a duré moins d'une heure et quarante-cinq minutes, ce qui est insuffisant pour engager un débat constructif. Une demi-journée au moins du forum devrait être consacrée aux petits États insulaires en développement.

71. **M. Thapa** (Népal), Représentant permanent du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son pays a fait des progrès sensibles dans la réalisation des objectifs de développement durable relatifs à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, aux soins de santé, à l'éducation, à l'égalité femmes-hommes, aux villes durables et à la protection de l'environnement. Jusqu'à présent, le Népal a atteint 41,7 % des cibles. Néanmoins, les crises mondiales – la pandémie de COVID-19, les conflits et les effets des changements climatiques – pèsent lourdement sur ses efforts et mettent à mal des résultats obtenus au prix de durs efforts.

72. Soucieux d'accélérer au plus vite la réalisation des objectifs, le Gouvernement népalais s'attache à promouvoir la création d'emplois décents, la protection sociale, la transformation des systèmes alimentaires, l'innovation numérique, l'autonomisation des femmes et des sociétés inclusives, ainsi qu'à lutter contre les effets des changements climatiques. Pour réaliser ces objectifs communs, le Népal a besoin que ses partenaires de développement lui apportent un soutien plus solide et plus conséquent, et que son déficit de financement des objectifs, qui s'élève à 5,8 milliards de dollars par an, soit comblé. La mise en œuvre rapide du plan de relance des objectifs de développement durable, le respect des engagements en matière d'APD et la mobilisation du financement de l'action climatique pour les pays touchés de manière disproportionnée par les changements climatiques sont plus essentiels que jamais. Les efforts de son gouvernement dans le domaine de la transformation numérique doivent être complétés par la création d'infrastructures, des investissements, le renforcement des institutions et le transfert de technologies.

73. **M. Yıldız** (Türkiye), Représentant permanent de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que les crises, les défis et les conflits en cours dans le monde exigent multilatéralisme et solidarité internationale. Des institutions multilatérales fortes, une ONU réformée et des mécanismes de gouvernance mondiale efficaces sont essentiels pour relever les défis géopolitiques mondiaux en cette nouvelle ère multipolaire. Le forum politique de haut niveau doit être utilisé de la meilleure manière et la plus efficace qui soit pour examiner la mise en œuvre du Programme 2030 et continuer à réaliser les objectifs de développement durable. Les institutions, règles et cadres financiers mondiaux devraient être réformés pour tenir compte des réalités politiques et économiques actuelles et permettre aux pays en développement d'obtenir les ressources dont ils ont besoin. Le Sommet de l'avenir offrira une nouvelle occasion de renforcer le multilatéralisme à l'appui du développement durable.

74. Le Gouvernement de l'orateur a adopté une approche globale en intégrant des objectifs dans ses plans nationaux et ses stratégies sectorielles. Son plan national de développement vise à promouvoir une croissance stable et une économie forte, une production compétitive intégrant la transformation verte et numérique, un capital humain compétent, des familles fortes, une société saine, des espaces de vie résistants aux catastrophes, un environnement durable et une bonne gouvernance démocratique fondée sur la justice. Il a élaboré un plan ambitieux pour multiplier par trois la capacité du pays en matière d'énergies renouvelables

d'ici à 2053 et a ouvert la voie pour promouvoir des initiatives zéro déchet.

75. **M. Cho Hyunwoo** (République de Corée), Représentant permanent adjoint de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que le financement du développement doit être diversifié pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. L'APD demeure essentielle pour financer le développement. Par rapport à l'année précédente, son pays a donc augmenté de 31 % sa contribution à l'APD. La mobilisation des ressources nationales, les investissements du secteur privé et les nouveaux modes de financement devraient être renforcés pour accroître la portée de l'APD. La réforme de l'architecture financière pour aligner le financement sur les objectifs sera également déterminante. En tant que coprésidente du Groupe de travail sur l'architecture financière mondiale du G20, la République de Corée continuera à rechercher des moyens inclusifs, novateurs et diversifiés de financer les ODD.

76. Le Gouvernement de l'orateur travaille en étroite collaboration avec ses partenaires pour promouvoir la transformation numérique, notamment grâce au renforcement des capacités numériques, au transfert de technologies et des investissements dans la science, la technologie et l'innovation. En mai 2024, la République de Corée a accueilli un sommet sur l'intelligence artificielle. Les participants ont adopté une déclaration sur la gouvernance mondiale de l'IA, en vue de promouvoir une utilisation sûre, innovante et inclusive de l'IA et d'autres technologies numériques susceptibles d'accélérer le développement durable sans laisser personne de côté.

77. Les partenariats multipartites doivent être renforcés pour que le développement soit plus efficace. En tant que membre fondateur du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, la République de Corée continuera à promouvoir des partenariats actifs et efficaces.

78. **M^{me} Azzi** (Algérie), Première secrétaire, Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son gouvernement a intégré le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine dans ses politiques et stratégies de développement. Ce faisant, l'Algérie a enregistré des progrès notables dans la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, y compris ceux actuellement à l'examen.

79. En vue d'éradiquer la pauvreté – une priorité de l'Algérie en matière de développement –, le Gouvernement a pris des mesures pour réduire le taux de chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes, pour maintenir le système national de sécurité

sociale, pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyennes et des citoyens et pour leur fournir des logements. En 2023, le taux de pauvreté multidimensionnelle a reculé, grâce à la mise en œuvre d'un programme de développement visant à subvenir aux besoins de la population en assurant un accès gratuit et universel à l'éducation et aux soins de santé.

80. Le Gouvernement de l'oratrice a fait de l'approvisionnement en eau potable une priorité. Plus de 97 % de la population est désormais desservie par des réseaux d'adduction d'eau et plus de 95 % par des tranchées de drainage. Pour que la population ait accès à une alimentation saine et suffisante, il a fait de la sécurité alimentaire un objectif stratégique et a adopté une politique agricole durable qui vise à augmenter la production agricole du pays. Le Programme alimentaire mondial a classé l'Algérie au premier rang des pays africains en matière de suffisance alimentaire pour la période 2018-2020 et l'Algérie aspire à atteindre l'autosuffisance totale en matière de production céréalière d'ici à 2025.

81. **M^{me} Woodward** (Royaume-Uni), Représentante permanente du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que son gouvernement s'est donné pour mission principale de lutter contre la pauvreté mondiale, l'instabilité et la crise climatique et environnementale, mission qu'il accomplira dans le cadre d'un véritable partenariat avec le Sud mondial. Les objectifs de développement durable actuellement à l'examen sont au centre des programmes nationaux et internationaux de son gouvernement et visent à atténuer les changements climatiques et l'appauvrissement de la biodiversité, à assurer la transformation économique, la croissance verte et des emplois pour sortir les populations de la pauvreté, à prévenir les conflits et à y mettre fin, à apporter une aide humanitaire à celles et ceux qui en ont le plus besoin, à mobiliser davantage de ressources pour le climat et le développement, à inciter le secteur privé à investir pour contribuer à la réalisation des objectifs, à soutenir une réforme plus rapide du système financier mondial, à régler le problème de la dette insoutenable et du financement illicite, et à autonomiser les femmes et les filles.

82. Davantage d'actions et de partenariats multilatéraux sont nécessaires pour relancer la réalisation des objectifs. Le Sommet de l'avenir, la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies à venir seront autant d'occasions de

s'assurer que l'ONU est la mieux placée pour mettre en œuvre le Programme 2030.

83. **L'observateur de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale** dit que la faiblesse des institutions démocratiques ou leur affaiblissement menacent la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, mais aussi de l'ensemble du Programme 2030. Dans un rapport récent, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale a souligné que l'objectif 16 était clairement lié aux autres objectifs, en particulier ceux relatifs à la réduction de la pauvreté, à la faim zéro, à la santé, à l'éducation, à l'égalité femmes-hommes, à l'eau propre et à l'assainissement, à la croissance économique, à la réduction des inégalités, aux écocités et à l'action climatique. Les principales conclusions du rapport sont les suivantes : les pays dotés de solides institutions et où la corruption est moindre enregistrent de meilleurs résultats en matière de réduction de la pauvreté ; l'état de droit et une gouvernance participative responsable améliorent la surveillance de l'environnement et la mise en œuvre des politiques climatiques, les régimes démocratiques obtenant généralement de meilleurs résultats en matière d'atténuation des changements climatiques ; la participation des femmes à la prise de décision et aux processus de paix est corrélée à une réduction de la violence et à une paix plus durable, alors que leur participation aux processus politiques permet d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'égalité femmes-hommes.

84. **M^{me} Brandt** (Royaume des Pays-Bas), Représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies, dit que, pour relancer la réalisation des objectifs de développement durable, il faudrait mettre l'accent sur les objectifs qui jouent un rôle de catalyseur pour la réalisation de tous les ODD. Ainsi, il a été démontré que le potentiel de l'autonomisation des femmes et des filles était énorme pour promouvoir la réalisation d'autres objectifs. Grâce à sa politique étrangère féministe, le Gouvernement de l'oratrice entend contribuer à intensifier les efforts en vue de réaliser ces objectifs. L'accent devrait aussi être placé sur la transformation numérique et les transitions durables pour soutenir l'économie émergente. Le secteur privé, en particulier le secteur des microentreprises et petites et moyennes entreprises, est un moteur essentiel du développement économique. Les initiatives de son gouvernement tendant à promouvoir l'inclusion financière et les chaînes de valorisation durables et à améliorer un climat propice aux entreprises visent donc à soutenir le secteur privé. Partant du constat que les défis auxquels sont confrontés les États sont étroitement liés, le Gouvernement néerlandais a élaboré un programme

visant à réduire les possibles retombées négatives de ses actions sur d'autres pays. Les États doivent tenir compte des besoins et des intérêts des générations futures dans les politiques qu'ils mettent en œuvre.

85. **M^{me} Nasrawi** (Royaume des Pays-Bas), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit être à la fois consciente des menaces de la triple crise planétaire et effrayée par ses conséquences pour l'avenir. L'objectif de développement durable qui concerne l'action climatique étant en cours d'examen, il est vital de ne pas perdre de vue l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius et d'intégrer la justice climatique dans toutes les actions, en veillant à l'équité en matière de répartition, de procédure et de reconnaissance.

86. **L'observateur de l'Ordre souverain de Malte** dit que, selon l'Indice de la faim dans le monde 2023, peu de progrès ont été faits pour réduire la faim depuis 2015 – la valeur est de 18,3 en 2023, soit moins d'un point inférieur à celle de 2015, qui était de 19,1. Les incidences des événements climatiques extrêmes sont multiples et contribuent à l'aggravation de la pénurie alimentaire et de la malnutrition, ainsi qu'à l'augmentation du nombre de personnes déplacées de force, celle-ci étant exacerbée par la multiplication des conflits civils, interétatiques et internationaux. Dans ces conditions, il est difficile de dégager une ligne de conduite claire pour éradiquer la pauvreté. Alors que le Sommet de l'avenir approche à grands pas, les États membres doivent tout mettre en œuvre pour mettre fin aux conflits et protéger les personnes vulnérables contre les incidences des conflits et des changements climatiques.

87. **L'observateur de l'Organisation internationale de droit du développement** dit que l'état de droit favorisant l'équité, le principe de responsabilité et la transparence, il est indispensable au rétablissement de la confiance publique. Des systèmes judiciaires axés sur l'être humain protègent les droits des personnes moins puissantes et leur donnent les moyens de participer à la prise de décision. À cet égard, il est nécessaire d'investir dans les femmes et les jeunes en tant qu'agents du changement. Les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16 participent aux dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable. Des lois efficaces ainsi que des institutions disponibles et responsables sont nécessaires pour atteindre tous les objectifs. Des préoccupations communes telles que les changements climatiques et la réglementation des technologies d'avant-garde, dont l'intelligence artificielle, appellent des solutions fondées sur l'état de droit. Elles requièrent aussi des mécanismes équitables

et efficaces qui encouragent une action mondiale concertée, tout en conciliant les besoins actuels et les intérêts des générations futures. L'innovation ne doit pas entraîner de nouvelles formes de discrimination.

88. **L'observateur de l'Organisation internationale de la Francophonie** dit que l'Organisation internationale de la Francophonie apporte un appui sur mesure à ses pays membres qui s'efforcent, au niveau national, de lutter contre les changements climatiques et de réduire la pauvreté et les inégalités liées à la crise climatique et environnementale. À travers son projet phare intitulé « Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat », l'Organisation entend soutenir leur participation aux négociations internationales et leur faciliter l'accès à des financements durables. Elle a également établi des partenariats stratégiques en la matière. Les efforts qu'elle a déployés conjointement avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'adaptation ont facilité l'accès aux informations pertinentes en français, l'acquisition de connaissances, la fourniture d'une aide à la prise de décision et le financement de projets visant à renforcer la climatorésilience des femmes et des jeunes vulnérables.

89. **L'observateur de l'Union interparlementaire** dit que si les perspectives des objectifs de développement durable sont si sombres, cela tient surtout à un manque de volonté. Le monde ne manque pas de ressources financières et matérielles pour sortir les gens de la pauvreté, mais ces ressources sont concentrées dans un nombre de plus en plus limité de mains, trop de pouvoir étant détenu par des groupes motivés par leurs propres intérêts qui ne se soucient guère du bien commun. Il faut investir beaucoup plus dans l'objectif de développement durable n° 16, compte tenu du peu de progrès accomplis dans la réalisation de certaines de ses cibles, voire leur régression. L'Union interparlementaire s'emploie à renforcer les parlements en tant que structures centrales de gouvernance dans tous les pays et à faire en sorte qu'ils représentent mieux les femmes, les jeunes et d'autres groupes, et soient davantage en mesure d'amener les gouvernements à rendre des comptes. Au sein des Nations Unies, l'Union Interparlementaire s'efforce de rapprocher les voix des parlementaires des institutions chargées de la gouvernance mondiale.

90. **L'observateur de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)** dit que, parallèlement à l'examen à mi-parcours des objectifs de développement durable effectué par les Nations Unies en 2023, INTERPOL a examiné les sept objectifs de

l'action policière mondiale élaborés en 2017 pour permettre à la communauté mondiale de la détection et de la répression de s'adapter à l'évolution du paysage de la sécurité d'une manière qui favorise la réalisation des objectifs de développement durable. L'examen en cours de l'objectif 16 est essentiel ; non seulement il recoupe les sept objectifs de l'action policière mondiale, mais il est aussi un levier déterminant pour la réalisation d'autres objectifs de développement durable. Les problèmes, anciens ou nouveaux, touchant à la paix et à la sécurité, y compris ceux posés par des progrès technologiques rapides, demandent une réponse unifiée. INTERPOL s'emploie donc à mettre en place une architecture de sécurité mondiale solide en facilitant la coopération policière.

91. **L'observateur de l'Union internationale pour la conservation de la nature** dit que, pour réaliser les objectifs de développement durable, les systèmes alimentaires et hydrologiques mondiaux doivent être modifiés pour préserver la nature tout en préservant le bien-être des générations actuelles et futures. Des solutions naturelles sont essentielles pour atteindre ces objectifs et joueront un rôle décisif dans la lutte contre la perte de biodiversité, la préservation des moyens de subsistance et la réalisation des objectifs relatifs à l'atténuation des effets des changements climatiques. Une gouvernance équitable, juste et respectueuse de l'environnement, conjuguée à une gestion efficace, est urgente pour réaliser l'objectif 13. Les États Membres sont invités à ratifier rapidement l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. En tant qu'organisation à vocation scientifique, l'Union internationale pour la conservation de la nature se doit de mettre à disposition ses connaissances et ses outils de pointe pour éclairer l'élaboration des politiques.

92. **L'observateur de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires** dit que les objectifs de développement durable sont au centre des travaux de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires pour aider les Gouvernements à élaborer leurs stratégies nationales, les mettre en œuvre et les évaluer. Il est essentiel de s'attaquer aux inégalités pour rester cohérent avec la vision et l'esprit du Programme 2030. Sans croissance plus large et inclusive, sans justice sociale ni emplois décents, le monde ne connaîtra pas d'avenir meilleur. Les grandes entités économiques devraient être mobilisées pour compenser le déficit d'investissement dans les secteurs clés des pays qui en ont le plus besoin. L'engagement politique en faveur du Programme 2030 doit être

renouvelé, en mettant l'accent sur des domaines essentiels tels que les transitions verte et numérique et la sécurité alimentaire.

93. **L'observateur de l'Organisation internationale pour les migrations** dit que, face aux transformations et phénomènes mondiaux tels que l'évolution démographique, la dématérialisation, la pauvreté et la crise climatique, la migration doit être envisagée non pas tant comme un problème que comme une partie de la solution. Les personnes migrantes sont aussi bien souvent les plus marginalisées, mais elles sont aussi des facteurs de développement, de bien-être et de croissance pour les populations et la planète. On estime qu'elles représentent 3,6 % de la population mondiale et génèrent 9,4 % du produit intérieur brut mondial. Les envois de fonds vers les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont souvent bien plus importants que les investissements directs étrangers et l'APD. Les personnes migrantes contribuent à la réduction de la pauvreté et peuvent être des catalyseurs du développement durable. Des voies de migration sûres, ordonnées et régulières peuvent stimuler l'obtention de résultats en matière de développement durable.

94. **L'observateur du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique** dit que l'appauvrissement de la biodiversité menace la sécurité alimentaire et hydrique ainsi que la croissance économique durable, et compromet les efforts déployés pour éradiquer la pauvreté. Investir dans la biodiversité n'est donc pas seulement une préoccupation écologique, c'est aussi une nécessité économique et sociale. Les États sont exhortés à mettre pleinement en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal pour pouvoir protéger et restaurer la nature, prospérer avec la nature, partager équitablement les produits de la nature et investir et collaborer en faveur de la nature. En soutenant une démarche faisant intervenir l'ensemble de l'administration et l'ensemble de la société, la participation pleine et effective des peuples autochtones dans les communautés locales, l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles, le cadre contribue à la revitalisation du partenariat mondial pour le développement durable.

95. **L'observateur du Centre du commerce international** dit que les objectifs de développement durable objet de l'examen sont tous étroitement liés à la mission et au mandat du Centre du commerce international. Guidé par l'objectif 1, le Centre a élaboré des initiatives conçues pour soutenir la participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, dont les personnes réfugiées et les peuples autochtones, dans les entreprises et le commerce. Près de 80 % des activités du Centre sont menées dans les pays les moins avancés,

des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. En ce qui concerne l'objectif 2, le Centre aide les petits exploitants agricoles à progresser dans la chaîne de valeur et conclut des alliances pour les aider à gagner en compétitivité et à adopter des méthodes agricoles intelligentes sur le plan climatique. S'agissant de l'objectif 13, il déploie des efforts considérables pour soutenir la transition verte, notamment en aidant les microentreprises et petites et moyennes entreprises à adopter des politiques plus durables sur le plan environnemental.

96. **L'observateur du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida** dit que la riposte au VIH est l'une des rares cibles à avoir enregistré des progrès et est un symbole de réussite du multilatéralisme. Elle pourrait contribuer à faire progresser le Programme 2030 dans son ensemble, en tant qu'exemple de solution pratique pour relever des défis communs grâce à une volonté politique forte qui rassemble de multiples parties prenantes, écoute la science, s'attaque aux inégalités, protège les droits humains de toutes et tous et permet aux communautés de prendre les choses en main. Malgré ces progrès encourageants, le sida est toujours l'une des pandémies les plus meurtrières. Le maintien de l'engagement politique et financier est indispensable pour accélérer les efforts visant à respecter l'engagement des objectifs de développement durable d'éradiquer le sida d'ici à 2030 et pour pérenniser les acquis à l'avenir. Vaincre le sida permettrait d'accélérer les progrès dans le cadre de tous les objectifs.

97. **L'observateur de l'Union internationale des télécommunications** dit que les solutions numériques qui changent la donne, telles que l'intelligence artificielle, peuvent accélérer les progrès dans la réalisation de 70 % des cibles des objectifs de développement durable. L'Union internationale des télécommunications redouble d'efforts pour faire entrer dans la révolution numérique les 2,6 milliards de personnes dans le monde qui ne sont toujours pas connectées. Ses stratégies pour atteindre les objectifs consistent à s'assurer que l'inclusion numérique suit le rythme de la transformation numérique, à trouver un juste équilibre entre les bénéfices et les risques des technologies émergentes sans brider l'innovation, et à promouvoir connectivité universelle et transformation numérique durable.

98. **L'observateur de la Grace Leadership Foundation, Inc.** dit que les femmes, qui portent les enfants et s'en occupent, sont les piliers de la société et de la famille. Elles sont aussi des cheffes d'entreprise naturelles qui soutiennent l'économie. Pourtant, les femmes et les filles sont souvent ignorées et

marginalisées par ceux-là mêmes avec qui elles ont des enfants et par les dirigeants de leur pays. Résultat, elles sont réduites à la pauvreté, une pauvreté que, souvent, l'absence de responsabilité et d'équité prolonge et aggrave. Malgré les appels répétés qui ont été lancés pour qu'elles aient davantage de possibilités, beaucoup de femmes et de filles continuent d'être privées de leurs droits fondamentaux, opprimées et marginalisées dans leur vie de tous les jours. Les choses doivent changer, pour que plus d'équité pour que toutes les femmes et les filles accèdent à une plus grande équité.

99. **Le coprésident du mécanisme de coordination des grands groupes et autres parties prenantes** dit que le forum politique de haut niveau n'est pas encore la plateforme politique dont le Programme 2030 a besoin pour progresser. Son architecture et son cadre conceptuels doivent évoluer pour être à la hauteur des grandes ambitions que suppose la réalisation de progrès tangibles. La même approche de statu quo a été adoptée lors des négociations sur « Le Pacte pour l'avenir », le document final adopté à l'issue du Sommet de l'avenir, qui est ni ambitieux, ni réactif et certainement pas transformateur. Le Pacte doit être plus ambitieux que la transformation promise et respect l'essence de la Charte des Nations Unies, conçue à l'origine pour les peuples et non pour les gouvernements. Plutôt qu'un système interconnecté, le multilatéralisme doit être inclusif et réactif, et garantir une participation démocratique à tous les processus. Une telle approche est essentielle pour réaliser les objectifs de développement durable avec des résultats sur le long terme.

100. **L'observateur de Vaagdhara** dit que les communautés autochtones du monde entier sont des sources d'informations précieuses sur le développement durable, et ce, grâce à leurs pratiques, connaissances et approches traditionnelles fondées sur le respect de la nature et tournées vers la communauté. Leurs pratiques favorisent la durabilité et la résilience, qui sont essentielles pour renforcer le Programme 2030 en période de crise. Leur mode de vie et leurs valeurs culturelles favorisent l'autosuffisance, une moindre dépendance à l'égard des sources extérieures et des pratiques agricoles améliorées, garantissant ainsi leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance. Les obstacles à la participation des communautés autochtones aux programmes, stratégies et politiques doivent être surmontés. Les communautés autochtones méritent d'être reconnues pour les solutions qu'elles apportent pour relever les défis mondiaux que sont la pauvreté, les inégalités et la vulnérabilité. Leurs pratiques traditionnelles peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

101. **L'observateur du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique** dit que la société civile a joué un rôle déterminant dans la promotion des principes de paix et de sécurité, des droits humains et du développement durable et que, pour cette raison, elle est crédible, contrairement à certains acteurs dont la légitimité repose sur une approche multilatérale interconnectée, alors qu'ils ont contribué par le passé à l'érosion de ses principes mêmes. Face à la baisse des financements publics dans des secteurs stratégiques essentiels imposée par les banques multilatérales, à l'augmentation du surendettement imposée par les programmes du Fonds monétaire international et aux violations des normes écologiques et de travail permises par les régimes commerciaux de l'Organisation mondiale du commerce, le principe de cohérence des politiques devrait être appliqué pour garantir la cohérence des mandats institutionnels en matière de développement durable. Alors que les dépenses militaires se chiffrent à plus de 2 000 milliards de dollars au niveau mondial, que l'APD plafonne à 200 milliards de dollars et que le déficit de financement du développement s'élève à 4 200 milliards de dollars, il faudra bien plus que les 500 milliards de dollars proposés pour relancer la réalisation des objectifs de développement durable. La question de la fracture entre le Nord et le Sud devrait être abordée dans le Pacte pour l'avenir.

102. **L'observateur de Sigma Theta Tau, International Honorary Society of Nursing, Inc.** dit que la sécurité des professionnels de la santé est primordiale pour assurer la continuité des services et préserver la santé et la sécurité publiques dans les situations de crise. Dans un monde interconnecté, l'interruption des services de santé dans une région peut avoir de lourdes conséquences sur la sécurité sanitaire mondiale. Les attaques contre les hôpitaux entraînent une baisse des vaccinations systématiques et compromettent les efforts déployés pour enrayer les épidémies. La pénurie mondiale de personnel de santé ne fait qu'exacerber la vulnérabilité des systèmes de santé en crise. Les États Membres devraient renforcer la protection des professionnels de la santé et prendre des mesures efficaces pour protéger les établissements de santé contre les agressions, notamment en établissant des zones de sécurité autour de ces établissements.

103. **L'observateur du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe** dit que la réalisation des objectifs de développement durable a pris beaucoup de retard, en partie à cause des crises multiples, de la pandémie de COVID-19 et des guerres. Le Pacte pour l'avenir, qui est en cours de négociation

sans que les grands groupes et autres parties prenantes soient impliqués, pourrait permettre d'accélérer la réalisation de ces objectifs. Cependant, rien ne pourra se faire sans la pleine participation des organisations de la société civile, qui sont les porte-parole des personnes, notamment les plus marginalisées et les plus exclues. Les organisations de la société civile – des petits groupes de femmes dans les villages reculés aux grands groupes et autres parties prenantes – seront des acteurs essentiels des actions prévues dans le Pacte.

104. L'observateur de la Fondazione di Ricerca Scientifica ed Umanistica Antonio Meneghetti dit que 68 % de la population mondiale vivra dans des zones urbaines d'ici à 2050. Il est probable que les déplacements de populations des zones rurales vers les zones urbaines entraînent une augmentation de la pauvreté et une détérioration des conditions de vie. En mettant l'accent sur l'enseignement supérieur, la science et l'égalité des genres, la Fondazione di Ricerca Scientifica ed Umanistica Antonio Meneghetti entend impliquer de nombreux acteurs dans le développement des régions rurales et, partant, progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable. Ainsi la Fondation, en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur, a organisé dans le village de Lizori, Italie, des ateliers sur la valorisation du patrimoine historique et culturel des régions rurales auxquels ont participé des architectes, des ingénieurs et des artistes. Il conviendrait d'intégrer les initiatives de reconquête du patrimoine culturel dans les modèles éducatifs afin d'aider les villages à sortir du marasme.

105. L'observateur du grand groupe des agriculteurs et des petits propriétaires forestiers dit que pour la survie de l'humanité et compte tenu des effets disproportionnés qu'ont les changements climatiques sur les pauvres, les objectifs de développement durable n^{os} 1 et 13 sont étroitement liés. L'action climatique doit devenir un atout économique. Pour cela, il faudra offrir une compensation financière aux exploitants dont les pratiques agricoles sont climato-compatibles et faire payer les pollueurs pour les effets néfastes qu'ils ont sur le climat, conformément au principe de la comptabilisation du coût complet. La compensation financière versée aux exploitants dont les pratiques agricoles sont sans effet sur le climat et sont résilientes générerait des revenus importants pour les personnes vivant et travaillant dans les zones rurales et permettrait aux petits exploitants et à leurs familles de sortir de la pauvreté tout en protégeant le climat.

106. L'observateur de Bright Light Projects dit qu'en période de crises multiples, le renforcement du Programme 2030 et l'éradication de la pauvreté

requièrent une approche ciblée, inclusive et pratique fondée sur la durabilité, la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Investir dans des start-ups agroalimentaires ayant des pratiques agricoles innovantes permettrait d'accroître la sécurité alimentaire et d'atténuer les effets des changements climatiques de manière durable. Développer des systèmes de gestion durable des déchets dans les communautés locales permettrait de créer des emplois directs. Promouvoir l'irrigation à l'échelle communautaire permettrait aux producteurs de passer d'un système de pompage fonctionnant au diesel à des systèmes d'irrigation solaire abordables et fiables.

107. Résoudre les paradoxes du développement en Afrique requiert une approche ciblée, pragmatique et responsable. L'Afrique perd environ 600 milliards de dollars par an ; 50 % des Africains n'ont pas accès à l'électricité et 50 % vivent dans l'insécurité alimentaire. Le Botswana et la Namibie ont investi plus de la moitié de leurs substantiels fonds de pension à l'étranger, faute d'institutions et de marchés financiers capables de gérer le risque de tels investissements. En Afrique, environ 60 % du produit intérieur brut est consacré au service de la dette, soit plus que les investissements combinés dans l'éducation et les soins de santé.

108. L'observateur de ChildFund International dit que la crise climatique aggrave le risque d'exposition des enfants à la violence liée à l'insécurité alimentaire, aux déplacements forcés ou au travail des enfants. Par conséquent, il faut protéger les droits des enfants en faisant en sorte qu'ils participent véritablement aux débats internationaux sur la crise climatique. La déclaration ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable doit reprendre les principes et solutions que les États Membres se sont engagés à appliquer pour réaliser leurs droits, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Les actions ciblées suivantes pourraient contribuer à réduire l'exposition des enfants à la violence : améliorer les mécanismes permettant de mesurer et de suivre la situation des enfants les plus durement touchés par la crise climatique et d'en rendre compte ; faire respecter les droits des enfants à un niveau de vie suffisant, à la protection, à la santé et à l'éducation ; mettre fin à la crise de la faim en aidant les communautés, en particulier celles exposées à la crise climatique, et en leur donnant les moyens d'agir grâce à des programmes de détection précoce, des possibilités d'emploi et des services de santé ; permettre aux enfants de participer aux mesures d'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets ; et donner aux enfants les moyens d'agir collectivement pour un avenir durable en leur donnant accès à la justice.

109. **L'observateur du groupe d'intérêt pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes** dit que les obstacles systémiques que rencontrent les personnes LGBTI dans les sphères sociales, économiques et politiques rendent difficile la réalisation des objectifs de développement durable. Au Sommet de l'avenir, les États devraient éviter de détourner l'attention et la volonté politique des objectifs en permettant aux entreprises d'influencer indûment l'ordre multilatéral et en minant les perspectives d'un développement juste et durable. La localisation des objectifs et des processus de développement durable devrait être organisée et mise en œuvre par le peuple et pour le peuple. Tous les groupes d'acteurs concernés, en particulier les plus marginalisés, devraient être inclus dans les processus de prise de décision.

110. **L'observateur du groupe de parties prenantes des personnes handicapées** dit que l'engagement que les États ont pris de garantir la participation active des personnes handicapées aux processus de développement durable devrait être inscrit dans le Pacte pour l'avenir. Lors de la quatrième conférence internationale sur le financement du développement, les États devraient fixer des objectifs spécifiques en matière de financement d'un développement inclusif. L'accessibilité et l'autonomie des personnes en situation de handicap devraient être garanties au moyen de technologies d'assistance, de l'intelligence artificielle et d'infrastructures inclusives. La production et l'analyse de données ventilées par handicap sont essentielles pour élaborer des politiques publiques inclusives.

111. L'observateur de « Coup de pouce » Chaîne de l'espoir Nord-Sud (CDP-CENS) dit que, selon un rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), plus de 340 millions de femmes et de filles vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030. Pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, les femmes devraient être associées à tous les aspects des processus décisionnels et la pauvreté être abordée sous le prisme du genre. Pour que le développement soit durable, il faut s'attaquer aux stéréotypes qui limitent la pleine participation des femmes à l'éducation. Des investissements doivent aussi être faits pour financer intégralement les objectifs de développement durable. L'éradication de la pauvreté est essentielle à la réalisation du développement durable et implique de tenir compte des réalités locales, car il n'existe pas de solution universelle.

112. **L'observateur du grand groupe de la communauté scientifique et technique** dit que, dans son document de position pour le forum politique de haut niveau de 2024, le groupe a donné des exemples de

bonnes initiatives qui permettraient de progresser vers un avenir durable et résilient pour tous. Le document contient plusieurs messages clés, à savoir : des approches intégrées des programmes mondiaux sont nécessaires ; la technologie et l'innovation doivent être au service d'une mise en œuvre efficace du Programme 2030 ; des connaissances scientifiques et des solutions d'ingénierie intégrées doivent être mises à profit pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ; des collaborations soutenues dans le cadre d'approches participatives et multipartites sont nécessaires pour réaliser efficacement ces objectifs ; les capacités doivent être renforcées en formant des scientifiques et des ingénieurs, en encourageant les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques, et en offrant à toutes et tous la possibilité de se former aux nouvelles technologies tout au long de la vie.

113. **L'observateur de la Corporación Cultural Nueva Acrópolis Chile** dit que, selon les prévisions du Forum économique mondial, plus de la moitié des tâches d'ingénierie très qualifiées seront automatisées en 2025. Dès lors, il convient d'examiner attentivement cette question et de s'assurer que les innovations technologiques ne portent pas atteinte à la dignité humaine. La déshumanisation n'engendre pas seulement la pauvreté, elle engendre aussi la violence. À l'ère de l'intelligence artificielle, la philosophie est essentielle pour faire grandir l'humanité et cultiver chez les humains des vertus que les machines ne pourront jamais reproduire. La philosophie lutte contre la pauvreté matérielle et morale en encourageant le changement mû par un profond discernement. La Corporación Cultural Nueva Acrópolis Chile s'engage pleinement en faveur du Programme 2030 dans le cadre de l'enseignement philosophique et du volontariat éthique.

114. **L'observateur du groupe d'intérêt « Together 2030 »** dit qu'au Sommet de l'avenir, les États membres devraient renforcer leur engagement en faveur des objectifs de développement durable et non s'en éloigner, et forger une nouvelle réalité radieuse pour le système des Nations Unies et pour le monde entier. Cependant, ils n'ont rien fait de tel dans le projet actuel de Pacte pour l'avenir, qui est en train d'être négocié à huis clos. L'enfance est un passage obligé pour toutes les générations futures. La voix des enfants est donc essentielle pour façonner le monde de demain. En prétendant tracer une ligne nette entre les générations actuelles et futures dans le projet de Pacte, les États Membres manquent à leur devoir envers les enfants du futur. Les enfants devraient être pris en compte dans chacun des chapitres du Pacte.

115. **L'observateur de l'Africa Faith and Justice Network** dit que le renforcement du Programme 2030 et l'éradication de la pauvreté impliquent d'évaluer les nouvelles menaces qui pèsent sur la pleine sécurité en Afrique. Depuis le lancement des objectifs de développement durable, l'accapement des terres par des organisations multinationales prédatrices a presque doublé en Afrique. Des pays, des entreprises et des particuliers étrangers achètent de vastes parcelles à des prix extrêmement bas pour augmenter la production alimentaire destinée aux pays développés ; ce faisant, ils contribuent à exacerber la faim dans les pays hôtes et compromettent leurs progrès vers la réalisation des objectifs. La pauvreté ne peut être vaincue en déposant des gens de leurs terres au nom de la production alimentaire mondiale. Les dirigeants devraient adopter une approche des objectifs mobilisant l'ensemble de la société et reconnaître les conséquences dévastatrices et la menace sérieuse que représente l'accapement des terres en Afrique.

116. **L'observateur du grand groupe des travailleurs et des syndicats** dit que, pour accélérer le rythme des efforts déployés en vue de réaliser les objectifs de développement durable, les États Membres devraient instaurer un nouveau contrat social fondé sur les piliers suivants : la création d'emplois décents et sans effets sur le climat pour atteindre le plein emploi partout dans le monde ; la garantie d'un salaire vital pour assurer une vie digne à toutes et tous et revitaliser les économies ; la mise en place d'un socle de protection pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs ; un traitement égal et l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ; la protection sociale universelle ; l'inclusion par la promotion de la justice sociale, de la démocratie et du dialogue, tant au niveau national qu'international.

117. **L'observateur de l'American Psychological Association** dit que la psychologie se penche sur les causes profondes de nombreux défis mondiaux, notamment la santé, les changements climatiques, les inégalités, la pauvreté et la sécurité. Cette science propose des mesures préventives pour éliminer la pauvreté et ses effets néfastes sur la santé mentale et physique. Les réponses induites par les crises sont coûteuses et inefficaces ; les gouvernements feraient mieux d'utiliser le cadre relatif à la santé de la population pour s'attaquer de manière préventive aux causes profondes de la pauvreté. Les politiques publiques fondées sur les sciences comportementales pourraient fournir les protections sociales nécessaires pour réduire la pauvreté et promouvoir l'équité en santé.

La séance est levée à 13 h 15.